

La Banque mondiale et le FMI maintiennent le Pakistan sous le joug

dimanche 22 décembre 2024, par [TARIQ Farooq](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2024).

Le 11 décembre 2024, en répondant à une question à l'Assemblée nationale pakistanaise, le ministre fédéral des Finances a admis pour la première fois que depuis 2019, et sous un programme du Fonds monétaire international (FMI), les prix du gaz ont augmenté de 840 %, un record, et les tarifs de l'électricité de plus de 110 %.

Ces deux évolutions ont contribué de manière significative à une inflation sans précédent qui a érodé le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la majorité des Pakistanais. Les hausses du prix de l'électricité, du gaz et du pétrole dues aux conditions du FMI ont eu un impact considérable sur les agriculteurs et les communautés rurales. Pour l'électricité seule, les prix sont passés au cours des trois dernières années de 10 à 65 roupies par unité, le prix le plus élevé de la région.

En plus d'une inflation galopante, le Pakistan se remet encore des inondations massives de 2022 qui ont affaibli le secteur agricole et l'économie dans son ensemble. Environ 4,5 millions d'acres de cultures ont été endommagés et un million d'animaux d'élevage ont été perdus lors des inondations provoquées par des pluies torrentielles. Aucune indemnisation n'a été versée aux agriculteurs jusqu'à présent, contribuant à aggraver les inégalités et à augmenter de manière record le nombre de « nouveaux pauvres ».

Le Pakistan est membre de la Banque mondiale et du FMI depuis 1950. Jusqu'à présent, le FMI a accordé des prêts au Pakistan 25 fois, soit en moyenne un accord de prêt tous les trois ans. Le dernier prêt approuvé en octobre 2024 s'élevait à 7 milliards de dollars, que le Pakistan recevra en 37 versements. Le Pakistan doit rembourser une dette extérieure de 100 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années, dont 18 milliards arrivent à échéance au cours de l'exercice en cours.

Tous ces prêts, ainsi que les programmes d'accompagnement que le Pakistan est contraint de mettre en œuvre dans le cadre des accords de prêt, visent officiellement à améliorer le niveau de vie de la population. Cependant, les résultats ont été tout le contraire.

Un rapport de la Banque mondiale a estimé le taux de pauvreté du Pakistan à 40,5 % en 2024. Cela signifie que 2,6 millions de personnes supplémentaires au Pakistan sont tombées sous le seuil de pauvreté en 2024. Dans la province du Baloutchistan, l'une des plus riches en ressources naturelles, le taux de pauvreté a atteint un niveau stupéfiant de 70 %. Le taux de pauvreté au Pakistan au cours des cinq dernières années a augmenté malgré tous ces prêts du FMI, de la Banque mondiale et de la Chine.

Il est peu probable que le Pakistan atteigne bon nombre des Objectifs de développement durable (ODD). Les impacts sur le secteur de la santé de ces prêts du FMI et de la Banque mondiale à eux seuls ont été dévastateurs. Les remboursements de la dette étant prioritaires par rapport au renforcement des infrastructures et de la prestation des services publics, la moitié de la population

n'a pas accès à des services d'assainissement et de santé de base. Ceux qui peuvent payer sont souvent contraints de se tourner vers des prestataires de santé privés plus coûteux, tandis que ceux qui n'en ont pas les moyens financiers sont forcés de recourir à l'automédication et à des guérisseurs locaux non qualifiés, voire à rien du tout.

Le gouvernement actuel du Pakistan, au pouvoir depuis 2022 avec un gouvernement intérimaire par intermittence, a rempli les conditions du FMI avec une telle brutalité qu'il a reçu les félicitations de Kristalina Georgieva, la directrice générale du FMI, qui a déclaré : « Je tiens à féliciter le gouvernement et le peuple pakistanais pour avoir fait avancer les réformes définies et appropriées par le Pakistan ».

Les réformes « définies et appropriées » mentionnées par M^{me} Georgieva consistaient principalement en une augmentation et un élargissement de la fiscalité indirecte, en particulier de la taxe générale sur les ventes (GST), qui s'élève désormais à 18 %, le taux le plus élevé d'Asie du Sud. Les aliments emballés et la plupart des médicaments ont été les derniers à être inclus dans les articles soumis à la GST. L'augmentation de la GST fait partie de l'effort visant à atteindre les objectifs de recettes fiscales fixés par le FMI, non pas pour les dépenses sociales mais pour réunir les ressources financières nécessaires au service de la dette et rassurer les prêteurs. Le gouvernement a également supprimé les subventions, augmenté les taxes et les prélèvements sur les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, du gaz et du pétrole. Après cette vague de hausses d'impôts, un litre de lait emballé est désormais vendu à plus de 400 roupies (1,44 dollar) dans un pays fortement impliqué dans la production agricole et laitière. Un litre de lait est aujourd'hui plus cher que le prix d'un litre aux Pays-Bas. Les conditionnalités incluent également le maintien du salaire minimum légal à un niveau bas, soit seulement 37 000 roupies par mois (134,05 dollars). Mais même ce maigre montant n'est pas perçu par plus de 80 % des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Retrait du prix minimum de soutien pour les cultures :

D'autres conditionnalités du FMI ont effectivement supprimé les protections sociales et les filets de sécurité sociale tels que la non-fourniture de subventions aux agriculteurs pour l'électricité, les intrants agricoles et les machines agricoles. Le récent prêt du FMI comprend une nouvelle condition pour les gouvernements fédéral et provinciaux du Pakistan d'éliminer progressivement le système de prix minimum de soutien (MSP) pour les cultures de base d'ici juin 2026. Le MSP, largement utilisé dans de nombreux pays en développement, poursuit deux objectifs clés : garantir aux agriculteurs un rendement minimum pour leurs produits et stabiliser la production et l'approvisionnement en cultures essentielles. Si le premier vise à protéger les agriculteurs des fluctuations des prix mondiaux et des ventes de détresse en période d'excédent, le second protège les consommateurs des déséquilibres entre l'offre et la demande et des inefficacités du marché. Seules quatre cultures bénéficiaient d'un prix minimum de soutien fixé par le gouvernement, ce qui constitue un maigre soulagement pour les agriculteurs.

Promotion de l'agriculture industrielle

Les politiques anti-agriculteurs et anti-pauvres du gouvernement, dictées par l'ordre économique néolibéral sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, détruisent les moyens de subsistance des agriculteurs. Le gouvernement anti-agriculteurs cède le contrôle du secteur de l'agriculture et des systèmes alimentaires à l'armée et aux sociétés agroalimentaires transnationales. Le plan de l'armée et du gouvernement a commencé à s'emparer de millions d'hectares de terres agricoles au nom de l'agriculture industrielle.

Le gouvernement, sous couvert de l'Initiative Verte du Pakistan, prévoit de saisir 4,8 millions d'acres de terres (environ 28 lakh acres), dans tout le pays, pour l'agriculture industrielle. La superficie

destinée à l'agriculture industrielle est plus grande que l'île de la Jamaïque et représente environ 9,5 % de la superficie totale du Pendjab.

L'agriculture industrielle entraînera le déplacement des petits agriculteurs qui auront du mal à faire face à la concurrence des sociétés agroalimentaires. La concentration de la propriété foncière entre les mains d'entités privées réduira les possibilités d'emploi pour les travailleurs agricoles et les communautés rurales. Ceux qui ont obtenu le bail pour l'agriculture industrielle s'emploient déjà à expulser les locataires qui cultivaient ces terres depuis des décennies. Les locataires ont montré une grande résistance à l'expulsion et sont prêts à tout pour conserver la terre pour leurs familles.

Une autre lutte massive est en cours dans la province du Sindh où les masses réclament l'arrêt de la construction de canaux sur le fleuve Sindh car il y a peu ou pas d'eau disponible pour ces canaux. Les six canaux prévus se situent dans la région du Cholistan au Pendjab où l'agriculture industrielle serait pratiquée sur au moins un demi-million d'acres de terres. L'agriculture industrielle et le projet d'irrigation massif dans la province du Pendjab ont encore aggravé le conflit sur le partage de l'eau avec la province du Sindh.

Privatisation du secteur public imposée par le FMI

Le FMI pousse le Pakistan à privatiser les entreprises publiques (EP) depuis au moins 1991. Malgré la privatisation de 172 EP entre 1991 et 2015, rapportant 6,5 milliards de dollars, le pays n'a pas été en mesure de résoudre son déficit budgétaire persistant ni la question de la croissance à long terme. À l'heure actuelle, il reste 85 EP, qui opèrent dans sept secteurs. Les deux tiers de ces EP sont rentables. Environ 80 à 90 % des pertes du secteur public proviennent de seulement neuf entreprises, dont cinq sociétés de distribution d'électricité, en raison des producteurs d'électricité indépendants et des politiques d'énergie privée recommandés par le FMI.

Les institutions publiques privatisées par le gouvernement comprenaient la Zarai Taraqi Bank (Banque de développement agricole) qui apporte un soutien essentiel au secteur de l'alimentation et de l'agriculture. La Banque de développement agricole offrait des prêts sans intérêt ou à très faible taux d'intérêt à la communauté des agriculteurs pour les machines et les semences agricoles. Les Utility Stores Corporations fournissaient principalement des produits alimentaires et des produits d'épicerie subventionnés depuis 1972. Les autres institutions publiques clés touchées par la privatisation sont Pakistan International Airlines, Pakistan Life Insurance Corporation, First Women Bank Limited, House Building Finance Corporation, plusieurs sociétés de distribution d'électricité (DISCOS), Pakistan Engineering Company, etc.

Perspectives et revendications du PKRC et des syndicats paysans affiliés

Les agriculteurs et les paysans pakistanais demandent des comptes au sujet de la promotion par la Banque mondiale et le FMI de politiques économiques néolibérales et de marché libre qui alimentent la faim et les inégalités. Le Pakistan Kissan Rabita Committee (PKRC) rejette ces politiques néolibérales de marché libre et les accords de libre-échange dictés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le FMI qui donnent la priorité aux profits des entreprises plutôt qu'aux besoins des populations. La décision du gouvernement pakistanais d'autoriser les importations privées de blé porte atteinte aux efforts des agriculteurs locaux et profite aux sociétés transnationales. Le recours aux importations a rendu l'approvisionnement alimentaire du Pakistan vulnérable à la volatilité du marché mondial.

Le PKRC et ses syndicats paysans affiliés se battent pour un prix minimum de soutien (MSP) afin de protéger les agriculteurs. C'est une lutte contre les institutions néolibérales et capitalistes comme le FMI et la Banque mondiale qui poussent le gouvernement pakistanais à mettre fin au MSP. C'est une

lutte contre les politiques néolibérales et anti-agriculteurs de libre marché menées par le FMI. Il s'agit de lutter pour réguler le marché afin de garantir des prix équitables pour les produits des agriculteurs. C'est une lutte pour des prix de parité et contre la concurrence déloyale, les coûts de production paralysants et l'afflux ou le dumping d'importations à prix réduit.

Le gouvernement a la responsabilité de protéger la population contre les effets secondaires de la stabilisation en créant des possibilités de subsistance dans l'agriculture et d'autres secteurs similaires, en élargissant la protection sociale et les filets de sécurité et en améliorant l'administration et la gouvernance au niveau local. La stabilisation ne devrait pas se faire au détriment des pauvres.

Réaction des organisations paysannes au retrait des subventions et du système de prix minimum de soutien

Début mai de cette année, des dizaines de milliers d'agriculteurs pakistanais ont manifesté dans plusieurs villes contre la décision du gouvernement de ne pas acheter leur blé, ce qui leur a causé d'énormes pertes de revenus. Les agriculteurs du Pendjab, la plus grande province du pays souvent qualifiée de « grenier à blé » du Pakistan, ont exigé que le gouvernement mette fin aux importations de blé qui ont inondé le marché au moment où ils attendent des récoltes record. Les agriculteurs étaient furieux de l'importation de blé au cours du second semestre de l'année dernière et des trois premiers mois de cette année, entraînant un excédent de blé sur le marché et une baisse des prix. Le 21 mai 2024, des manifestations dans 30 districts ont répondu à l'appel du PKRC pour protéger les produits nationaux.

Suite aux inondations dévastatrices survenues au Pakistan en 2022, l'impact sur la culture du blé a provoqué une pénurie de blé début 2023. Alors que le Pakistan consomme environ 30 millions de tonnes de blé par an, seules 26,2 millions de tonnes ont été produites en 2022, faisant grimper les prix et entraînant de longues files d'attente dans les villes pour tenter d'acheter du blé. Il y a même eu des cas de personnes écrasées dans la foule en essayant d'accéder au blé.

Le Pakistan Democratic Movement (PDM), la coalition au pouvoir à l'époque, a décidé d'autoriser le secteur privé à importer du blé en juillet 2023, juste un mois avant la fin de son mandat au gouvernement. Selon les chiffres du ministère de la Sécurité alimentaire et de la Recherche nationale, entre septembre 2023 et mars 2024, plus de 3,5 millions de tonnes de blé ont été importées au Pakistan depuis le marché international, où les prix étaient bien plus bas. En raison de cet excédent, au début du mois d'avril de cette année, lorsque les agriculteurs pakistanais ont commencé à récolter leur blé, le département national et provincial de stockage des aliments du pays détenait plus de 4,3 millions de tonnes de blé dans ses stocks.

Habituellement, le gouvernement achète environ 20 % de tout le blé produit par les agriculteurs locaux à un prix fixe (environ 5,6 millions de tonnes, sur la base d'un rendement de 28 millions de tonnes en 2023). Cette intervention sur le marché, dit-il, garantit la stabilité des prix, empêche la thésaurisation et maintient la chaîne d'approvisionnement. Cette année, cependant, il a annoncé qu'il n'achèterait que 2 millions de tonnes de blé aux agriculteurs pakistanais. Le fait d'avoir autorisé les importateurs privés à faire entrer une quantité illimitée de blé dans le pays l'année dernière signifie que les agriculteurs devront maintenant vendre ce qu'ils peuvent à d'autres sources à des prix fortement réduits - et ils subiront de lourdes pertes.

L'impact global des politiques de la Banque mondiale et du FMI a été très négatif pour l'économie pakistanaise et pour l'économie du peuple. Elles ont entraîné une hausse des prix et des inégalités. Le chômage est à un niveau historiquement élevé. Sans surprise, le FMI et la Banque mondiale sont très impopulaires au Pakistan, car ils ont également été utilisés par l'élite locale corrompue pour

procéder à des hausses de prix. Sous une forme ou une autre, il y a toujours une opposition publique au FMI chaque jour. Ces énergies et cet activisme des citoyens ordinaires nourrissent l'espoir de forger des unités entre les syndicats, les organisations paysannes et la population dans son ensemble pour s'opposer plus fortement aux prescriptions du FMI et de la Banque mondiale et pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il les retire ou les annule purement et simplement.

Farooq Tariq

P.-S.

Source : APMDD

https://apmdd.org/keepingpakistaninshackles/?fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTEAAR3cxL60HpaEHQgAQZZY-Txqnxg_6yEh5JZRkqvmInWlI0BtK_UwKmH6AQI_aem_Opu-ps_4BsgVAOC7j_WQIw

Traduction de l'anglais : AN